



CITÉ DE LA MUSIQUE
PHILHARMONIE DE PARIS

**Groupement de commandes constitué entre
l'établissement public de la Cité de la musique –
Philharmonie de Paris et la S.A.S. Philharmonie des
enfants**

*Consultation relative à des services d'accueil des publics pour la
Cité de la musique – Philharmonie de Paris et la Philharmonie
des enfants*

REGLEMENT DE CONSULTATION

Procédure formalisée, de type appel d'offres ouvert, passée en
application de l'article L 2124-2, et R 2124-2 du Code de la
commande publique

**Date et heure limites de remise des offres
Lundi 8 septembre 2025 avant 12h00**

**L'offre, rédigée en langue française, devra être transmise de
manière électronique uniquement sur le profil acheteur
accessible à partir du portail suivant :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

Le présent document, non contractuel, décrit le déroulement de la procédure et indique
au candidat les modalités de réponse à la présente consultation. Il est donc demandé au
candidat de le lire attentivement.

Code CPV : 98390000-3 : Autres services

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. - CONDITIONS DE LA PROCEDURE FORMALISEE.....	5
2.1 – Procédure	5
2.2 – Forme du marché	5
2.3 – Durée du marché.....	5
2.4 – Délai de validité des offres	6
2.5 – Variantes.....	6
2.6 – Candidatures et groupement.....	6
2.7 – Options et modifications	6
2.8 – Sous-traitance	6
2.9 – Demande(s) de précisions – Audition(s).....	7
2.10 – Visite	7
2.11 – Contenu du dossier de consultation	7
2.12 – Diversité - égalité	8
2.13 - Confidentialité.....	8
2.14 – Reprise du personnel et acquis sociaux.....	9
ARTICLE 3. - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
3.1 – Candidatures	9
3.2 – Contenu des offres	11
ARTICLE 4. – JUGEMENT DES OFFRES	12
ARTICLE 5. – MODALITES D’ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
ARTICLE 6. - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	13
ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13

PREAMBULE

A titre d'introduction, il est utile de rappeler le contexte dans lequel s'inscrit la présente consultation.

Créé par le décret n° 2015-1178 du 24 septembre 2015 relatif à l'établissement public de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris (ci-après dénommée également « pouvoir adjudicateur »), cet établissement est placé sous la tutelle du ministère de la Culture.

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial. Elle a pour mission de contribuer au développement de la vie musicale au travers de trois grands pôles d'activité : le patrimoine, la diffusion musicale et la pédagogie-documentation-éditions.

Elle concourt à l'information et à la formation musicale du public ainsi qu'à la recherche dans le domaine de la musique. Elle soutient dans leur activité les formations instrumentales et s'efforce d'élargir le public des manifestations musicales.

Elle développe les échanges entre étudiants, professionnels et publics et facilite l'insertion des jeunes musiciens dans la vie professionnelle.

Pour l'accomplissement de ces missions, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris peut accueillir et susciter toutes activités et initiatives [...] elle organise des activités d'initiation du public [...], elle peut coopérer avec les collectivités territoriales ainsi que les organismes, fondations et associations français ou étrangers, poursuivant des objectifs répondant à sa vocation. (Art. 2 et art. 3 du décret du 24 septembre 2015).

A ce titre, elle développe en particulier des actions pédagogiques qui visent à offrir un meilleur accès à la musique à des publics qui en sont éloignés.

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris est dotée de deux bâtiments principaux sur le Parc de la Villette :

Le bâtiment de la Cité de la musique accueille les équipements suivants :

- Le **Musée de la musique**, qui comprend les espaces d'exposition de la collection permanente, des espaces d'exposition temporaire, un laboratoire de recherche et de restauration et des espaces pédagogiques ;
- Une **salle des concerts** et un **amphithéâtre** ;
- Une **Médiathèque musicale** comprenant un fonds d'ouvrages, de partitions et de supports numériques et un portail comprenant des ressources numérisées ;
- Des **espaces d'activités éducatives** et des **ateliers de pratique musicale**.

Le bâtiment de la Philharmonie accueille les équipements suivants :

- La **Grande salle Pierre Boulez** et de nombreuses **salles de répétitions** ;
- Des **espaces d'exposition temporaire** ;
- La **Philharmonie des enfants** ;
- Un **restaurant en rez de parc « L'Atelier »** et un **restaurant au 6^{ème} étage « L'envol »**.

Le présent marché concerne une prestation d'accueil des publics tant pour l'établissement public de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris que pour sa filiale, la S.A.S. « Philharmonie des enfants », chargée d'accueillir des enfants de 4 à 10 ans dans un espace de découverte sonore et musicale ayant pour superficie 1 000 m² environ. L'établissement et sa filiale se sont joints par le biais d'un groupement de commande afin d'assurer une meilleure fluidité entre les deux organisations dans l'exécution de leur marché respectif.

Le présent document, désigné « Règlement de consultation », vise à préciser l'organisation de la consultation, les modalités de remise et de jugement des candidatures et des offres des candidats.

ARTICLE 1. - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur la prestation d'accueil des publics pour la Cité de la musique – Philharmonie de Paris et pour la Philharmonie des enfants.

L'objet du marché recouvre les services suivants :

- Missions d'accueil à caractère général communes aux deux sites, Cité de la musique et Philharmonie.

Il s'agit des missions d'accueil de base / socle que le TITULAIRE doit remplir quel que soit le site d'exécution et établissement concerné.

- Missions d'accueil sur le site de la Philharmonie :
 - Accueil général des publics « Hall 00 »
 - Accueil des publics du pôle « Pédagogique »
 - Accueil des publics du pôle « Expositions »
 - Accueil des publics du pôle « Grande salle Pierre Boulez » et « Le Studio »
 - Accueil des publics pour la « salle de conférence »
 - Accueil lors des manifestations et événements exceptionnels
 - Accueil des publics de la Philharmonie des enfants

- Missions d'accueil sur le site de la Cité de la musique ;
 - Accueil général des publics
 - Accueil des visiteurs du Musée de la musique
 - Accueil des publics du pôle « Salle des concerts »
 - Accueil des publics de « l'Amphithéâtre »
 - Accueil lors des manifestations et événements exceptionnels

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les missions d'accueil à caractère administratif (accueil des personnels qui travaillent sur les sites) sont exclues du présent marché.

ARTICLE 2. - CONDITIONS DE LA PROCEDURE FORMALISEE

2.1 – Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée, de type appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 1^o du Code de la commande publique.

Dès lors, cette procédure se déroulera comme suit :

- Date limite de remise des offres : Elle est définie au lundi 8 septembre 2025 à 12h00.
- Notification du marché : Elle est estimée en novembre 2025 avec prise d'effet du marché à compter du 1^{er} janvier 2026.

2.2 – Forme du marché

En application des articles L 2113-10 et L 2113-11, le marché objet de la présente consultation n'est pas alloti, dès lors que d'une part, son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes, et d'autre part, une dévolution en lots séparés, outre qu'elle serait artificielle, risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.3 – Durée du marché

La durée du marché est indiquée à l'article « Durée » de l'acte d'engagement.

2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 – Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à déposer des variantes. En conséquence, toute variante proposée ne sera pas analysée et sera rejetée.

2.6 – Candidatures et groupement

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R 2142-19 du Code de la commande publique, sous forme groupée.

Il est toutefois interdit de présenter plusieurs candidatures agissant à la fois en qualité de candidat individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Il est également interdit de présenter sa candidature en qualité de membre de plusieurs groupements

Pour la présentation des candidatures et des offres, les groupements peuvent être constitués sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, pour l'exécution du marché.

2.7 – Options et modifications

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, de passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché initialement conclu selon les conditions définies aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code précité.

2.8 – Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les conditions et les modalités prévues par les articles R 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

2.9 – Demande(s) de précisions – Audition(s)

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris se réserve la possibilité de demander par écrit ou par oral (appel téléphonique, visio-conférence voire audition), des précisions sur la teneur de l'offre du ou des candidats ayant déposé une offre qui appelle à être précisée.

Des conditions de stricte égalité et de confidentialité entre les candidats seront respectées.

Ces potentiels échanges, tracés, ne doivent en aucun cas être interprétés comme des négociations, interdites en appel d'offre ouvert.

2.10 – Visite

Une visite des bâtiments de la Philharmonie de Paris et de la Cité de la musique est obligatoire.

Les visites se feront sur rendez-vous et sont permises jusqu'au mardi 2 septembre. Aucune visite ne pourra être effectuée entre le 12 juillet et le 25 août.

La personne à contacter pour organiser la visite est :

Monsieur Hervé Pareux
Responsable accueil
Courriel : hpareux@philharmoniedeparis.fr

Un certificat de visite signé du responsable accueil ou de son représentant sera délivré aux candidats ayant effectué la visite. Ce dernier doit être transmis à l'appui de leur candidature. A défaut d'avoir effectué la visite, la candidature sera écartée.

2.11 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe « Diversité et égalité » ;
- L'acte d'engagement ;
- La décomposition du prix, global et forfaitaire (D.P.G.F), annexée à l'acte d'engagement ;
- Le bordereau de prix unitaires (B.P.U), annexé à l'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
 - La liste anonyme des personnels en place et la base des salaires en 2025 ;
 - Le règlement de visite de la Philharmonie de Paris ;
 - Le règlement de visite de la Philharmonie des enfants
 - Pénalités applicables ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

2.12 – Diversité - égalité

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris a obtenu les labels « Diversité » et « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » en 2018 et à ce titre, souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

A cet égard, l'opérateur économique qui aura été déclaré attributaire à l'issue du jugement des offres devra fournir, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, l'annexe n°1 au présent Règlement intitulée « Diversité et égalité », dûment renseignée et signée.

2.13 - Confidentialité

Le candidat est susceptible d'avoir connaissance d'un certain nombre d'informations confidentielles, tant pendant la phase de consultation qu'ultérieurement, une fois que le titulaire aura été désigné. Les informations confidentielles en cause sont de tous ordres, technique, commercial, financier. Les informations confidentielles restent la propriété pleine, entière et exclusive de La Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Le candidat s'engage à n'utiliser les informations confidentielles communiquées par La Cité de la musique - Philharmonie de Paris ou celles auxquelles il aurait accès à l'occasion de la consultation ou ultérieurement, que pour les besoins de la consultation et l'exécution de la mission si celle-ci lui était effectivement confiée, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature que ce soit.

Le candidat s'engage à ce que les informations confidentielles soient protégées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles et ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel et dirigeants ayant à en connaître, dûment informés du caractère strictement confidentiel de ces informations confidentielles et tenus par une obligation de confidentialité au moins aussi contraignante que celle stipulée par la présente clause. Aucune information confidentielle ne doit être divulguée à un tiers sans l'accord préalable et écrit de La Cité de la musique - Philharmonie de Paris.

Le candidat assume l'entière responsabilité de toute utilisation ou divulgation non expressément autorisée des informations confidentielles.

A quelque moment et pour quelque motif que ce soit, le candidat s'engage, à première demande de La Cité de la musique - Philharmonie de Paris, à restituer tous les documents contenant des informations confidentielles sans en garder aucune copie.

Cette obligation est souscrite pendant toute la durée de la phase de consultation, et pendant toute la durée d'exécution du marché si ce dernier était confié au candidat à l'issue de la présente procédure de consultation, augmentée d'une durée de dix (10) ans.

2.14 – Reprise du personnel et acquis sociaux

Conformément à l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire aura l'obligation de reprendre le personnel du titulaire sortant. La liste des éléments de reprise du personnel est fournie à cet effet dans le cadre du DCE. Les candidats, en remettant une offre, reconnaissent en avoir pris connaissance et en avoir pris compte. Les contrats de travail seront repris dans leur intégralité. Le panier repas des salariés s'élève à 5.40 €. A l'année, cela représente un montant total autour de 19 699 €. Les dimanches travaillés sont majorés dès le premier dimanche travaillé.

ARTICLE 3. - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La proposition du candidat devra être rédigée en français.

Il est impératif que le candidat transmette dans son dossier de candidature une adresse mail valide et consultée.

3.1 – Candidatures

3.1.1 – Présentation des candidatures

Chaque opérateur économique, qu'il se présente seul ou en groupement, produit à l'appui de sa candidature les documents et renseignements suivants permettant à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris de s'assurer qu'il dispose de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché :

- Une lettre de candidature, datée et signée individuellement, au moyen du formulaire DC1 (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou d'un document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques.

En cas de groupement, tous les membres doivent signer la lettre de candidature ou à défaut habilitier leur mandataire à signer en leur nom (l'habilitation devant alors être fournie).

- La copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire ;

- Une déclaration sur l'honneur, datée et signée individuellement, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2411-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- Tout document relatif au pouvoir de la personne habilitée pour l'engager (un extrait K-bis ou toute pièce justificative équivalente) ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles ;
- Une liste des références pertinentes de prestations similaires exercées dans le milieu culturel en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations des destinataires ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Le Certificat de visite obtenu après avoir effectué la visite des lieux ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.

Pour la justification de la capacité économique et financières et des capacités professionnelles et techniques, les candidats peuvent utiliser le formulaire normalisé DC2, intitulé « *Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement* » (https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC2-2019.doc).

Le candidat devra justifier, au cours des années 2022, 2023 et 2024, avoir réalisé un chiffres d'affaires annuel global moyen d'un montant minimum de 800 000 € H.T. annuel moyen de prestations objet du présent marché.

3.1.2 – Examen des candidatures

Les candidatures incomplètes ou ne justifiant pas, au regard des documents exigés ci-dessus, des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminées.

Toutefois, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous, qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

3.2 – Contenu des offres

Le dossier constituant l'offre comprend obligatoirement les documents suivants, rédigés en langue française :

- L'acte d'engagement, signé par le représentant du candidat individuel ou, en cas de groupement, du mandataire ou de chacun des membres du groupement ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), signée par le représentant du candidat individuel ou, en cas de groupement, du mandataire ou de chacun des membres du groupement (pièce préparée par le candidat) ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U) ;
- Les actes de sous-traitance, le cas échéant ;
- Le mémoire technique comprenant :
 - La note méthodologique relative aux méthodes de formation interne du personnel utilisé par le candidat ainsi qu'aux modalités de test des connaissances des personnels en place. Elle précisera les formations proposées au personnel ainsi que leur rythme et les formateurs ;
 - Une note relative à l'organisation de la mission, aux moyens matériels et humains affectés à l'exécution de la mission. A ce titre, le candidat précisera notamment :
 - Les qualifications et effectifs proposés pour répondre aux exigences du cahier des charges. Le candidat joindra également le CV du personnel encadrant et notamment du chef d'équipe Accueil et du Responsable de représentation.
 - Le cas échéant, les moyens matériels mis en place pour chaque prestation définie dans le cahier des charges, notamment les moyens supports, les équipements collectifs et le vestiaire initial ainsi que la périodicité de renouvellement de celui-ci.
 - Une note relative à la démarche qualité et aux engagements pris en matière de développement durable et en matière sociale que le candidat se propose de mettre en œuvre pour l'exécution et le suivi des prestations (montant du panier repas, divers acquis sociaux, dimanches majorés, parité, inclusion, conditions de travail, uniformes éco-responsables, incitation à la mobilité douce, etc.).

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, le CCTP et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

ARTICLE 4. – JUGEMENT DES OFFRES

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économique la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés comme suit :

- **Le prix : 40 %, dont :**
 - 30 % au titre du prix forfaitaire total indiqué à l'acte d'engagement ;
 - 10 % au titre de la cohérence des prix indiqués dans le B.P.U.
- **L'organisation de la mission, moyens humains et matériels affectés à l'exécution de la mission : 35 %**

Ce critère sera apprécié au regard du mémoire technique transmis par le candidat.

- **Modalités et méthodes de formation : 15 %**

Ce critère sera apprécié au regard du mémoire technique transmis par le candidat.

- **Responsabilité sociale et environnementale : 10 %**

Ce critère sera apprécié au regard du mémoire technique transmis par le candidat.

Les candidats non retenus seront informés par voie électronique.
La notification du marché interviendra électroniquement.

ARTICLE 5. – MODALITES D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au lundi 8 septembre 2025 à 12h00.

Les candidatures et les offres devront être transmises par voie électronique uniquement, avant la date limite de réception des offres sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 6. - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

La Cité de la musique - Philharmonie de Paris se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des candidatures ou des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats peuvent adresser à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris toute demande de précision ou de renseignement complémentaire relatif à la présente consultation.

Ces demandes doivent être obligatoirement adressées par l'intermédiaire de la plateforme : <https://marches-publics.gouv.fr>, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Une réponse sera alors adressée et visible à l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE de manière non anonyme.

Il est en conséquence fortement recommandé aux candidats de s'enregistrer sur le profil acheteur avant de télécharger le DCE, afin d'être correctement informé des éventuelles questions et réponses apportées au cours de la consultation ou encore d'être correctement informé des éventuelles modifications des documents de la consultation.

En cas de difficulté, les candidats peuvent contacter :

Xavier Delhay
Responsable des marchés et de la commande publique
Cité de la musique – Philharmonie de Paris
xdelhay@cite-musique.fr